

## La ministre de l'Education présente la rentrée 2017 et tape sur Macron

Paris, 9 mars 2017 (AFP) -

La ministre de l'Education a présenté jeudi la circulaire qui prépare la rentrée scolaire 2017 et dressé un bilan du quinquennat en matière d'éducation, en critiquant les propositions d'Emmanuel Macron dans ce domaine, sans jamais le nommer.

Avec ses 12 millions d'élèves et un million d'enseignants et autres personnels, "une rentrée scolaire se prépare des mois à l'avance", a rappelé Najat Vallaud-Belkacem lors d'une conférence de presse. La rentrée est donc "préparée par ce gouvernement, avec un budget voté par ce gouvernement", a-t-elle insisté.

La circulaire de rentrée peut certes être amendée, mais la ministre a appelé de ses vœux "une poursuite de l'effort pour la refondation de l'école", rappelant que les réformes de fond dans l'institution scolaire avaient besoin "de temps".

Elle a mis l'accent sur les changements mis en oeuvre sous le quinquennat: l'Education nationale (avec l'Enseignement supérieur et la Recherche) est redevenue le premier budget de l'Etat, avec une augmentation de 9 milliards d'euros en cinq ans, création de 60.000 postes, revalorisation des salaires et primes des enseignants, refonte de l'éducation prioritaire, rétablissement de la formation initiale pour les enseignants etc.

La rentrée 2017 verra la création de 11.662 postes, qui permettront d'atteindre l'objectif des 54.000 nouveaux postes pour la seule Education nationale de 2012 à 2017. Les 6.000 postes restant sont allés à l'enseignement agricole et l'enseignement supérieur.

Najat Vallaud-Belkacem, qui soutient le candidat PS à la présidentielle Benoit Hamon, a aussi envoyé plusieurs piques en direction d'Emmanuel Macron.

Le candidat d'En Marche! veut diviser par deux les effectifs des classes de CP et CE1 des écoles en zone prioritaire, une mesure qui nécessite 12.000 postes d'enseignants. M. Macron souhaite en créer 4.000 et prendre le solde sur les "60.000 postes créés" de 2012 à 2017.

"On va aller les chercher dans le secondaire alors que c'est là que se fait sentir désormais la hausse démographique", s'est désolée la ministre.

Le choix laissé aux communes pour maintenir ou revenir sur la réforme des rythmes scolaires à l'école primaire, proposé là encore par M. Macron? "Ca veut dire quoi +laisser le choix aux communes?+ Où est l'Education nationale?", s'est-elle interrogée.

Revenir à quatre matinées d'enseignement au lieu de cinq actuellement ne favoriserait pas les apprentissages et priverait les enfants des milieux défavorisés d'accès à la culture via les activités périscolaires, a-t-elle martelé.

fmp/ger/pad

Afp le 09 mars 17 à 13 39.